

INÉGALITÉS

Sous le quinquennat Macron, 9 millions de pauvres en France

Une étude de l'Insee met en avant une augmentation du nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. La plus forte progression depuis 2010, selon l'institut.

C'est la fin d'un secret de Polichinelle. Les réformes économiques et fiscales du gouvernement creusent les inégalités et accroissent la pauvreté. C'est ce que démontre une note de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) parue mercredi 16 octobre, intitulée « Estimation avancée du taux de pauvreté et des indicateurs d'inégalités ». Dans son étude, l'Institut fait une évaluation du coefficient Gini, un outil statistique qui permet de calculer les écarts de revenus. En 2018, l'indice de Gini progresse de 0,005 point pour atteindre 0,294. C'est la première fois qu'autant de Français vivent sous le seuil de pauvreté depuis 2010.

Comment expliquer cette tendance sombre ? La hausse de l'indice de Gini est le fruit de la réforme du prélèvement forfaitaire unique (PFU), la flat tax qui limite à 30 % la taxation sur tous les revenus du capital. Cet allègement fiscal a généré un gain de 1 000 euros au profit des 5 % « les plus aisés », précise la note. Grâce au PFU, les versements des dividendes en 2018 ont largement grimpé à hauteur environ de 60 %, selon l'Insee. Rien qu'avec ces deux mesures, cet indice grimpe de 0,004 point. Le PFU est donc un mécanisme bien huilé pour aggraver les inégalités. Contrairement aux promesses du gouvernement, ces gains n'ont pas été réinvestis dans « l'appareil productif ». Point important, l'étude de l'Insee ne prend pas en compte les effets de la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune.

Les plus bas revenus sont les grands perdants des politiques économiques et fiscales

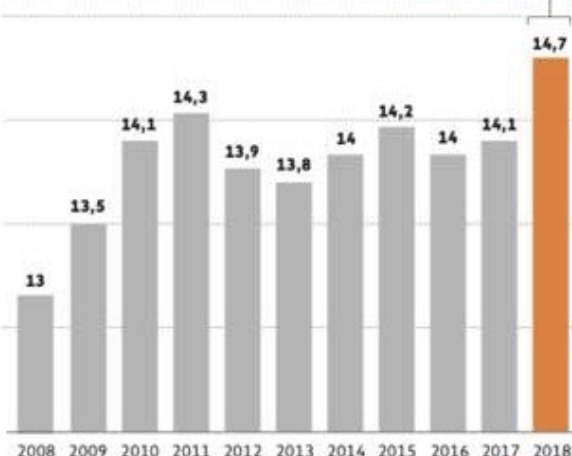
A cette hausse des inégalités, s'ajoute la progression de la pauvreté. Cette augmentation est surtout portée par la baisse des APL dans les logements sociaux, selon l'Insee. Une diminution qui « aurait le plus fort effet sur l'évolution du taux de pauvreté (-0,4 point environ) », relève l'étude. Toutefois, cette hausse est à relativiser car elle ne prend pas en compte la baisse des loyers. Le taux de pauvreté est calculé seulement sur les revenus, une diminution des dépenses n'étant pas prise en compte. L'Insee

14,7 % DE LA POPULATION VIVAIENT SOUS LE SEUIL DE PAUVRETÉ* EN 2018

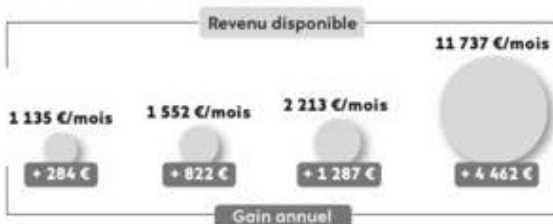
En %

* 60 % du niveau de vie médian : près de 1 065 € mensuels, après impôts

Soit 9,3 millions d'individus



Effets des mesures fiscales 2018-2020 sur le revenu des ménages (en 2020)



SOURCES : INSEE, INSTITUT DES POLITIQUES PUBLIQUES

INFOGRAPHIE

estime ainsi que l'indice de pauvreté s'élève à 14,3 %, soit 0,2 point de plus qu'en 2017. Au total, pas moins de 9 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté en 2018.

Les plus bas revenus sont les grands perdants des politiques économiques et fiscales. « Les mesures sur les prélèvements, comme la baisse de la taxe d'habitation, la bascule CSG/cotisations et l'extension du crédit d'impôt pour l'emploi de salariés à domicile aux retraités, bénéficieraient davantage aux ménages au-dessus du seuil de pauvreté », indique la note. Ces dispositifs « contribueraient donc à la hausse du seuil et du taux de pauvreté », ajoute l'Insee. Que ce soit la hausse de 50 euros en 2018 de l'allocation adulte handicapée, ou celle de l'allocation de solidarité pour les personnes âgées, revalorisée de 30 euros, ces mesures n'améliorent pas la situation des plus fragiles. Et les coupes successives dans les prestations sociales sont trop importantes pour compenser les pertes de revenu. « Avec 2 milliards mobilisés par an, la stratégie de lutte contre la pauvreté n'est pas à la hauteur des enjeux sociaux, c'est deux fois moins que les cadeaux fiscaux aux plus riches... Nous avons une pauvreté politique pour les pauvres », a résumé Louis Maurin, fondateur de l'Observatoire des inégalités.

Les ultra-riches, eux, voient leur revenu en hausse de 2 % en 2020

Même si le gouvernement a lâché quelques miettes pour calmer les colères des gilets jaunes, les mesures fiscales annoncées restent favorables aux plus riches. C'est ce que souligne la nouvelle étude de l'Institut des politiques publiques (IPP) de l'École d'économie de Paris, qui s'est penchée sur « les impacts du budget 2020 sur les ménages et les entreprises ». Pour les Français situés entre les 3 % et les 20 % les plus riches, le revenu augmente à hauteur de 1 %. Les ultra-riches, eux, voient leur revenu en hausse de 2 % en 2020, soit un gain de près de 4 500 euros. Le ruisellement promis par Emmanuel Macron fonctionne donc à merveille, pour les plus aisés. *

LOLA RUSCIO